

Conseil d'administration 04-2022 du 13 décembre 2022

Point « BUDGET INITIAL 2023 »

Délibération n° 2022-24 du 13/12/2022

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Vu la loi n° 2019-753 du 22 juillet 2019 portant création de l'Agence nationale de la cohésion des territoires,
- Vu l'article 194 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'article 1er du décret n° 2019-1190 du 18 novembre 2019 relatif à l'Agence nationale de la cohésion des territoires ;
- Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes ;
- Vu la note de présentation.

A la majorité des membres présents ou suppléés, décide :

Vote les autorisations budgétaires suivantes :

- 381 ETPT : 363 ETPT sous plafond d'emplois législatif et 18 ETPT hors plafond d'emplois législatif.
- 124 194 693 € d'autorisations d'engagement dont :
 - 32 999 830 € au titre des dépenses de personnel,
 - 40 253 327 € au titre des dépenses de fonctionnement,
 - 35 881 000 € au titre des dépenses d'intervention,
 - 15 060 536 € au titre des dépenses d'investissement.
- 145 675 445 € de crédits de paiement
 - 32 999 830 € au titre des dépenses de personnel,
 - 52 080 284 € au titre des dépenses de fonctionnement,
 - 39 688 396 € au titre des dépenses d'intervention,
 - 20 906 935 € au titre des dépenses d'investissement.
- 127 523 433 € de prévisions de recettes.
- 18 152 012 € de solde budgétaire (déficit).



ARTICLE 2 :

Vote les prévisions comptables suivantes :

- - 12 508 110 € de variation de trésorerie,
- 6 793 627 € de résultat patrimonial (bénéfice),
- 3 053 021 € d'insuffisance d'autofinancement,
- 7 841 392 € de variation du fonds de roulement (diminution)

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier et de la situation patrimoniale sont annexés à la présente délibération.

Fait à Paris, le 13/12/2022

Le président du conseil d'administration
Christophe BOUILLON

